



Des morts sur la plage à Bassam



Le Président Ouattara sur le lieu du drame

Attaque terroriste à Grand-Bassam en Côte d'Ivoire: De la nécessité d'une mobilisation de toutes les nations pour parer au mal

P.6

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°475 du 14 Mars 2016 Prix : 250F CFA **Nouvelle** **OPINION**

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Présidentielle au Bénin :
Un second tour qui s'annonce rude entre
Lionel Zinsou et
Patrice Talon



Patrice Talon (G) et Lionel Zinsou (D)

P.7

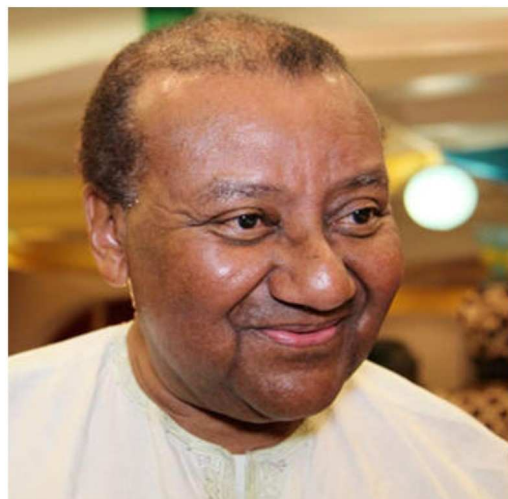
AFFAIRE DE CORRUPTION :
Trois agents dont un
vérificateur senior de
l'OTR dans les mailles
de la police judiciaire

CRISE AU SEIN DU CAR :
S'achemine-t-on
vers l'éclatement
du parti ?

**PROMOTION DU
GENRE AU TOGO :**
La politique de
Faure GNASSINGBE très
soutenue par les
membres de la CFU

**Togo/Le voile est désormais levé sur
le vrai visage des leaders de l'opposition**

Le seul grand traître resté encore méconnu des esprits fanatiques



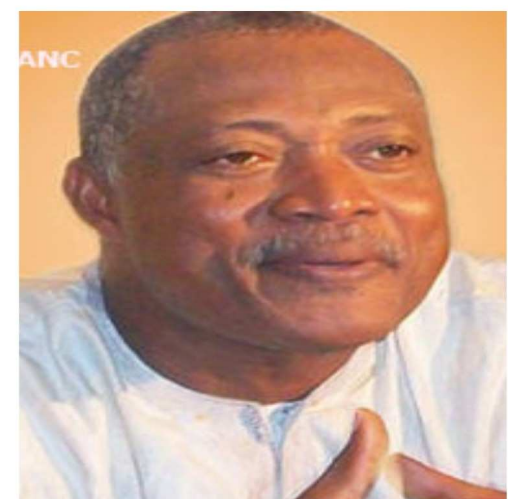
Gilchrist Olympio



Edem Kodjo



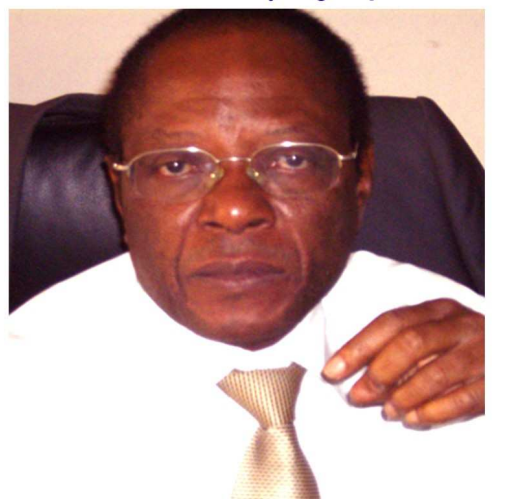
Me Yawovi Madji Agboyibo



Jean-Pierre Fabre



Me Joseph Kokou Koffigoh



Prof Léopold Gnininvi

Débat monté de toutes pièces autour des voyages présidentiels :
Un spectacle qui ternit l'image de la presse

Chaque pouvoir étatique a ses réalités ses visions qui lui restent particulières. Le pouvoir togolais lui aussi, pour le bonheur des journalistes dans leur ensemble, a institué un système dont personne ne maîtrise tous les contours. Celui-ci consiste à permettre à la presse privée de prendre une part active aux sorties officielles du chef de l'Etat. Des journalistes du privé ont désormais l'occasion non seulement de s'imprégner des réalités diplomatiques du pays mais aussi l'insigne honneur de découvrir les Etats visités par le Président. Ce système, il faut le relever, est un cachet spécial du Président togolais qui veut que la presse s'épanouisse dans toutes ses dimensions...

P.4

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER
**N° VERT
8280**
Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE
**N° VERT
8201**
Renseignements

OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



RECOUVREMENT

Avez-vous déjà payé votre facture téléphonique ?



Les bons comptes font les bons amis.

- TOGO TELECOM procédera désormais à la **mise en réception automatique** de services des lignes ayant une facture impayée échue **après la date d'échéance** ;
- **Une suspension des services** s'effectuera par le même processus automatisé, à la date d'échéance de la deuxième facture impayée si la première n'est pas entièrement réglée ;
- Le cas échéant, TOGO TELECOM sera dans l'obligation d'ordonner **l'arrêt automatique** de la facturation sur les lignes après la date d'échéance de la **3^e facture** impayée ; la résiliation automatique du numéro de téléphone avec reprise des ressources pour les attribuer aux clients qui en ont besoin et **l'engagement des procédures idoines pour recouvrer les sommes dues.**



Pour plus de renseignement, composez le **119** ou **22 22 01 19**
si vous appelez d'un autre réseau.

www.togotelecom.tg

CRISE AU SEIN DU CAR :

S'achemine-t-on vers l'éclatement du parti ?

Depuis quelques semaines, une crise sans précédent secoue le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) de Me Yaovi Agboyibo. Au sein de la population comme chez les militants de premières heures, chacun en ce qui le concerne tente de donner son appréciation. A l'origine de cette crise, se trouve en bonne place, le retour annoncé de Me Agboyibo, fondateur du parti qui avait dû passer le témoin à Me Apévon dans l'esprit de baliser le terrain à l'alternance comme ça se passe au sein de certains partis de l'opposition.

Depuis que Me Apévon dirige de main de maître le CAR, cette formation politique semble être en mauvaise posture dans le giron politique togolais. Du coup, certains militants qui sont des figures de proue au sein du CAR ont pensé que le retour à la tête de Me Agboyibo, pouvait insuffler une dynamique au parti qui peine aujourd'hui à s'affirmer sur l'échiquier national.

En somme, autant de questions qui triturent les méninges des Togolais en quête de vérité sur la crise au CAR. Qu'est-ce qui justifie réellement l'envie de Me Agboyibo de revenir à la tête du parti ? L'ancien premier ministre a-t-il nourri le besoin de reprendre les rênes de son parti ou une frange des membres lui aurait demandé de le faire ? Sur ces questions, les points de vue divergent. Selon les informations à notre possession, Dr James Amaglo a été le premier à évoquer la question sur le retour de l'ancien président. Mais une autre version précise que cette affirmation relève d'un montage pure et simple qui parle d'une réelle nécessité de retour de Me Agboyibo.

On est donc tenté de se demander, qui dit la vérité dans cette affaire ? Certaines indiscretions estiment que, lors d'une réunion du CAR le 23 novembre 2015, le Président Apevon aurait évoqué le point concernant la composition des nouvelles instances dirigeantes. C'est ainsi que, le Dr Amaglo aurait prît le premier la parole pour parler des problèmes institutionnels, politiques et socio-économiques auxquels le pays est confronté. Ensuite, Dr Amaglo aurait interpellé Me Agboyibo à accepter de revenir pour un temps à la direction du parti afin de contribuer à la recherche de leurs solutions.

Ce qui paraît paradoxal dans cette affaire, c'est le fait que, certaines sources affirment que, bien après la réunion qui a incité les uns et les autres à évoquer la question du retour du " Belier noir " de Kouvé, le Dr Amaglo lui-même serait revenu voir Me Agboyibo pour lui signifier qu'il va être difficile de convaincre Me Apevon à quitter la tête du parti. Or, certaines informations confirment que ce même docteur lors de la réunion aurait pris la parole

pour proposer que le congrès maintienne Me Apevon à son poste de Président, lui recommandant de donner procuration à son mentor Me Agboyibo pour contribuer au règlement des problèmes complexes du pays.

C'est dans cette farce de mauvais goût qu'est née la crise au sein du parti des déshérités. La réaction même de Me Apévon à propos de cette affaire est indécis car lui-même président en exercice du Comité d'Action pour le Renouveau, il ne donne pas avec précision son point de vue sur le retour ou non de Me Agboyibo à la tête du parti.

Tout porte à croire de part les recoupements que, Me Apévon et son mentor sont au moment où nous mettons sous presse, à couteau tiré, chacun cherchant à tirer le drapeau de son côté. Dans les investigations que nous avons eues à mener pour situer l'opinion sur la question, il ressort que, c'est le Dr Amaglo qui joue au dilatoire et au trouble-fête en tentant de mettre en confrontation les deux



Me Yawovi Madji Agboyibo



Me Paul Dodzi Apévon

plus hautes personnalités du parti. C'est ce que, M. Passoki, aussi membre influent de cette formation politique à appeler, " une certaine mesquinerie dans les propos du Dr Amaglo James ".

Au regard du tout ce qui précède, il faut avouer qu'il existe une déchirure interne au sein du CAR. Comment en est-on arrivé là ? Ce parti qui a fait la pluie et le beau temps dans les années 94 serait-il en déclin ? Tout compte fait, le CAR considéré depuis des années comme le pari le plus réfléchi est en decrescendo. Qui aurait parié que le CAR qui a fait un score impressionnant aux législatives de 1994 se retrouve aujourd'hui avec trois députés à l'assemblée nationale ? Au fil des ans, beaucoup d'eau a coulé sous le pont. Cette crise interne ne

risque-t-elle pas de sonner le glas à ce parti ? Ce qui nous étonne, c'est que dans plusieurs pays, nombreux sont les présidents des partis de l'opposition qui ont cédé la place à leurs lieutenants pour donner libre cours à une certaine alternance. Le cas du FPI de Gbagbo Laurent peut en édifier.

Depuis sa création, le FPI est dirigé par Pascal Affi N'guéssan. Mais toutes les décisions qui se prennent, ont le quitus du président d'honneur. En France, Jean-Marie le Pen créait son parti le FN (Front National) lorsque sa fille avait seulement 12 ans. Aujourd'hui, à la tête du parti, Marine le Pen, la fille du président fondateur a fait feu de tout bois pour écarter son papa du parti.

Au Togo, les exemples sont légion avec la CPP dirigée aujourd'hui par Francis Ekon et la CDPA dont la direction revient à Mme Brigitte Adjmagbo-Johnson. Si Me Agboyibo nourrit effectivement le besoin de revenir, nous pensons qu'il peut préserver son honneur en restant président d'honneur et en apportant son expertise pour donner un nouvel élan à son parti. Avait-il besoin de revenir pour que le parti retrouve son aura des années de gloire ? Le CAR semble être au bord de l'explosion.

Avec Me Agboyibo ou Me Apévon à la tête de cette formation politique, il est clair que les militants n'accordent plus crédit au parti qui, sans risque de se tromper, est inexorablement en passe de se plonger dans un gouffre sans fin.

Nouvelle Opinion

Togo/Le voile est désormais levé sur le vrai visage des leaders de l'opposition : Le seul grand traître resté encore méconnu des esprits fanatiques

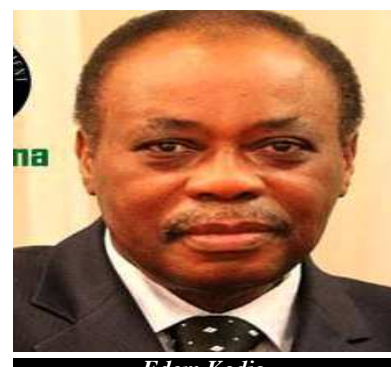
" Mon Dieu, gardez-moi de mes amis. Quant à mes ennemis, je m'en charge ". C'est en ces termes que le philosophe français Voltaire s'exprimait pour demander à son créateur de le préserver de ses faux amis. Aussi, pourrait-on dire en d'autres termes que de tous les ennemis, le pire c'est bien celui-là qu'on prend pour un ami, par ailleurs, comme l'enseigne un adage, le serpent qu'on voit ne mord plus, soit on le tue ou on l'évite.



Me Joseph Kokou Koffigoh

La situation que traversent présentement les leaders de l'opposition togolaise face à leurs militants s'apparente bien à ces belles pensées ci-dessus. Le constat est amer est désolant. Les militants de l'opposition togolaise ont fini par se rendre

compte qu'ils ont eu longtemps à faire avec des hommes politiques corrompus et faux sur toute la ligne. Aucun leader de l'opposition n'a jamais été préoccupé par l'intérêt général des populations qu'ils ont tant chanté. Malheureusement, la grande masse collaborait aveuglement avec ses pires ennemis qu'elle ignorait. Certains parmi ces ennemis du peuple déguisés étaient vénérés comme étant les seuls messies capables de sauver le Togo. Et toute personne proche de l'opposition qui prenait le risque de critiquer ces dieux de l'opposition faisaient l'objet de tous les lynchages médiatiques. La confiance est restée entièrement aveugle et celui que les partisans du changement prenaient pour leur sauveur était plutôt le vrai obstacle de la lutte qui jouait habilement un double rôle, celui de comploter dans l'ombre avec le camp qu'on présente comme un adversaire politique et de combattant de la liberté. Personne ne pouvait s'imaginer en ces temps précis que les vices que traînent ces leaders comme une bosse sur



Edem Kodjo

le dos sont bien pires que ce qu'ils reprochent souvent aux tenants du pouvoir en place et c'est bien ce qui retarde et complique la marche du Togo vers la démocratie à laquelle la majorité des Togolais aspire.

Les fripons politiques déjà identifiés par les Togolais

Les plus grandes figures de l'opposition togolaise qui ont négativement marqué les esprits épris du changement au Togo sont Joseph Kokou Koffigoh, Gilchrist Olympio, Edem Kodjo Léopold Gninvi et Yawovi Agboyibo.

Le premier, c'est-à-dire Koffigoh est accusé d'avoir comploté avec le général Eyadema et négligé la feuille de route de

la conférence nationale souveraine au nom de ses intérêts personnels. Pour le confirmer, il a d'ailleurs plié armes et bagages pour rejoindre la mouvance présidentielle et demandé à la présidentielle de 1993 de voter pour le candidat du RPT, Gnassingbé Eyadema que l'opposition combattait farouchement. Même l'attaque de la primature à l'époque ne saurait justifier la volte-face opérée



Prof Léopold Gninvi

par Koffigoh car il était libre de démissionner après avoir eu la vie sauve.

Edem Kodjo lui, après avoir essuyé le coup bas organisé par les siens à la présidentielle de 1993, a jugé lui aussi bon de dribbler Yawovi Agboyibo aux législatives de 1994.

Débat monté de toutes pièces autour des voyages présidentiels :

Un spectacle qui ternit l'image de la presse

Chaque pouvoir étatique a ses réalités ses visions qui lui restent particulières. Le pouvoir togolais lui aussi, pour le bonheur des journalistes dans leur ensemble, a institué un système dont personne ne maîtrise tous les contours. Celui-ci consiste à permettre à la presse privée de prendre une part active aux sorties officielles du chef de l'Etat. Des journalistes du privé ont désormais l'occasion non seulement de s'imprégner des réalités diplomatiques du pays mais aussi l'insigne honneur de découvrir les Etats visités par le Président. Ce système, il faut le relever, est un cachet spécial du Président togolais qui veut que la presse s'épanouisse dans toutes ses dimensions.

Pratiquement tous les confrères auraient, au moins une fois, goûté aux délices de ces voyages, exception faite à ceux qui ont opposé un refus à l'invitation. La presse privée étant très élastique, il est clair et normal que les tours prennent du temps. En plus, certains qui avaient eu le mérite de faire ces voyages, au lieu de restituer la réalité des faits, sont rentrés au pays pour créer rien que du sensationnel. Du coup, la Présidence est devenue très regardante dans le choix des journalistes voyageurs. Qu'importe la ligne éditoriale, la zone d'origine, les confrères sont retenus et pris entièrement en compte avec les mêmes avan-

tages. La régularité dans les parutions, la moralité de même que la discrétion des journalistes sont des critères qui militent en faveur des organes sélectionnés, d'après des sources dignes de foi.

Cette option de la présidence est un acquis incontestable pour le monde journalistique dans notre pays. Un acquis qu'il faut préserver si tant est que tous les candidats estiment et comprennent les grands avantages qui s'y cachent. Il est important de préciser ici que contrairement à cet atout dont bénéficie la presse privée togolaise, chez nos voisins au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Niger, ce sont les mêmes journalistes ou une équipe très restreinte qui sont de

tous les voyages avec les Présidents de leur pays. Sur la ORTB par exemple, c'est le même caméraman et le même journaliste qui sont avec Yayi Boni dans ses voyages ; pas de place pour la presse privée.

Malheureusement au Togo, les choses se voient d'une autre manière et certains qui ont pourtant été de ces voyages, à plus d'une fois, pour des raisons inavouées, ont choisi de provoquer des polémiques inutiles. Un confrère pour situer l'opinion a été amené à publier la liste de tous ceux-là qui ont pris part aux voyages, laissant découvrir le mensonge béant qui faisait état d'affairisme et de tribalisme. Par

ailleurs, le chef de l'Etat qui, biologiquement, constitue un pont entre le sud et le nord, n'a jamais privilégié une certaine ethnie du septentrion contre d'autres, comme on tente de nous le faire croire.

Il faut le dire, il n'y a aujourd'hui que le secteur de la presse togolaise qui ne sait pas protéger les intérêts qui sont les siens. Hormis la presse privée, aucun autre secteur d'activités ne se livre à des combats aussi bas pour détruire ce qui est un acquis commun à la corporation. On ne peut imaginer les médecins, les avocats, les militaires, les ministres ou tout un autre secteur professionnel remettre au grand jour les petits

quiproquos internes. Les journalistes que nous sommes et qui plus avons l'obligation de montrer le bon exemple aux citoyens du fait que nous informons, formons, éduquons ne devons pas faire l'objet de risée par simple envie. Que les uns voyagent et d'autres ne le fassent pas n'est pas en réalité ce que les populations attendent de nous.

Et plus minable que cela paraît, ceux qui dénoncent cette situation ont été en bonne partie et en amont dans les mêmes grâces que leurs confrères. Que dénonce-t-on alors ?

La Présidence de la République a ses structures et toutes ont la plénitude de l'exercice de leurs fonctions. Il est indécemment d'impliquer injustement les noms de certains confrères et personnalités qui n'ont rien à foutre dans cette histoire surtout que ceux qui se prêtent à ce jeu savent bien celui qui les invite à voyager avec le PR au moment opportun.

Il urge que toute la presse prenne de la hauteur et qu'elle se retienne d'exposer tout le temps ses petits conflits internes. Au lieu de passer par nos plumes pour régler des différends individuels, il serait plus sage et mieux orienté surtout pour nous de discuter en nous mettant en tête qu'aucun journaliste ne peut obliger une Présidence à se plier à ses desiderata, toute Présidence ayant ses secrets de fonctionnement.

Nous ne nous érigeons pas en donneur de leçon mais cela fait honte que des professionnels de médias utilisent leur plume pour se détruire.

N.O.

Togo/Le voile est désormais levé sur le vrai visage des leaders de l'opposition :

Le seul grand traître resté encore méconnu des esprits fanatiques

Suite de la page 3

En effet, sentant venir la victoire certaine de l'opposition à la présidentielle d'août 1993 face au régime en place à l'époque, les leaders de l'opposition réunis dans le CDII ont cruellement coupé l'herbe aux pieds de leur compagnon de lutte, leur candidat unique, Edem Kodjo comme pour dire : si ce n'est pas moi, que Gnassingbé Eyadema continue. C'est ainsi que la candidature de Kodjo a été retirée à son



Me Yawovi Madji Agboyibo

les crises politiques que son parti parvient à créer à chaque période électorale. De sources bien informées, Gilchrist Olympio ne participait pas aux élections présidentielles pour se faire élire Président de la République, mais juste pour entretenir une crise permanente dont le seul but est de se faire appeler le numéro 1 et le porte-parole de toute l'opposition togolaise avec tous les avantages inavoués qui entourent tout ce folklore. Toutes ses basses besognes seront complètement découvertes le 10 mars 2010 quand il a enfin décidé de signer un accord de partenariat avec le parti au pouvoir abandonnant la plupart des militants de son parti UFC dans la déception et la désolation.

Le professeur Léopold Gnininvi n'a pas moins trahi que les autres. Après avoir poussé les Togolais à une grève générale illimitée dite non négociable pour contraindre, dit-on, le Président Eyadema à la démission, le Secrétaire Général de la CDPA s'est complètement rallié au parti au pouvoir. Il officie aujourd'hui à la présidence de la République en qualité de chargé de mission, nous apprend-on. Une dissidence fâcheuse qui démotive les militants de

l'opposition.

Me Yawovi Agboyibo se révèle l'animal politique le plus rusé qui a fait plus mal à l'opposition selon les révélations de ces derniers temps suite à la crise ouverte au CAR. Les sources proches de l'opposition et notamment de son parti l'accusent d'avoir tout le temps comploté contre son propre camp contre de l'argent comptant. Les militants et sympathisants de l'opposition mettront beaucoup de temps pour oublier ses multiples manœuvres surnoises qui portent aujourd'hui un coup dur à l'avènement de l'alternance au Togo. Il faut encore le rappeler, d'après plusieurs analyses issues même de l'opposition, c'est Me Agboyibo qui a poussé le CODII au boycott à la présidentielle de 1993 pour, dans un premier temps empêcher que M. Edem Kodjo soit élu président au lieu que ce soit lui et ensuite



Gilchrist Olympio

lorsque toutes les cartes ont été déjà jouées. Tous ces coups bas contre son propre camp vont continuer jusqu'à ce que son parti ne commence par s'explorer. On n'oubliera pas des faux opposants comme Zarifou Ayeva, Antoine Folly et bien d'autres.

Fabre, le dernier grand filou politique méconnu par les esprits fanatiques

Il n'y a que les esprits les plus fanatiques qui continuent de considérer Jean-Pierre Fabre comme étant le plus radical des opposants. Et c'est bien le dernier des traîtres que l'on prend pour un vrai combattant de la démocratie qui demeure le plus dangereux. Toute la lutte de Jean-Pierre Fabre au vu de ses prises de position confuses et absurdes est focalisée sur des intérêts personnels. En bon observateur, il a fini par comprendre que diriger le plus grand parti de l'opposition génère beaucoup de sous et d'avantages. C'est ainsi que Fabre n'hésitera pas un seul instant à passer à un coup de force contre son maître pour vouloir prendre la tête de l'UFC sans succès. Il parviendra tout de même à créer son propre parti ANC qui



Agbéyomé Kodjo

venir au secours à Eyadema qui était dans une impasse au lendemain de la conférence nationale souveraine. Le même Agboyibo, au nom d'une rancune contre Edem Kodjo va céder sa majorité parlementaire au parti au pouvoir pour ne revenir à l'hémicycle que trop tard



Jean-Pierre Fabre

insu alors qu'il était en pleine campagne. Celui-ci pour se venger a rendu le coup en 1994 à Me Yawovi Agboyibo qui était celui-là même qui a poussé l'opposition au boycott sous prétexte d'une certaine solidarité à Gilchrist Olympio exclu de la course à cette époque. " Je suis un parti charnière ", disait le président national de l'UTD. Pour lui, avec ses six députés, il était libre de se joindre au camp de son choix pour former la majorité parlementaire. Il a ainsi été nommé premier ministre par le président Eyadema violant le deal signé entre lui et Agboyibo.

Gilchrist Olympio quant à lui monnayait sur le dos du peuple

Suite à la page 7

Nouvelle OPINION
 Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
 Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
 Siège: Adidoadin, P'Avée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien
Directeur de Publication:
 El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
 Cel:91 36 37 55
 jeantchagnao@yahoo.fr
Secrétariat de la Rédaction:
 Agbékponou Junior
Rédacteurs :
 Tchagnao
 El Hadj Arimiyao
 Agbékponou Junior
 Ramzad
 Maroine Tchagnao
 Pierre Pouli
Imprimerie:
 La Colombe
Tirage :
 2.000 exemplaires

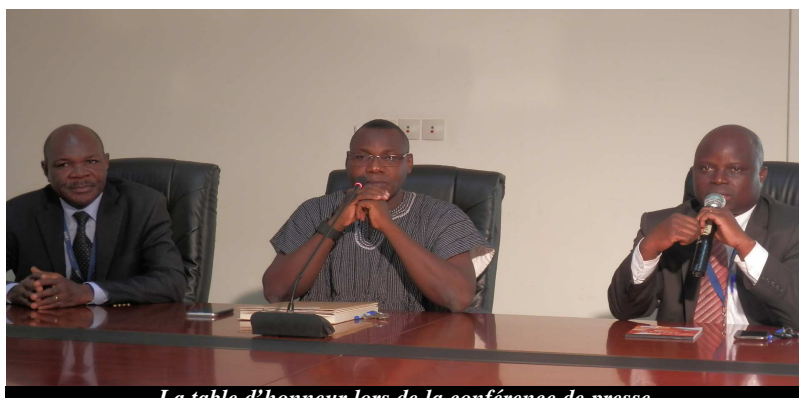
Affaire de corruption :

Trois agents dont un vérificateur sénior de l'OTR dans les mailles de la police judiciaire

Le 25 août 2015, l'OTR a été saisi d'une affaire de corruption qui implique trois agents dont un vérificateur sénior en service à la Direction des Grandes Entreprises au commissariat des impôts de l'OTR. Pour mieux clarifier la situation, la direction de la cellule anti corruption de l'office en collaboration avec ces collègues de la communication après investigation, ont échangé avec les journalistes sur ladite affaire le vendredi 11 mars dernier au siège de l'OTR.

Comme toutes les activités d'une entreprise se traduisent en flux financiers, la bonne gestion est une nécessité si non elle se prête à la liquidation. Plus encore les finances se retrouvent dans toutes les activités de l'institution.

L'analyse financière reste un



La table d'honneur lors de la conférence de presse

instrument de suivi, d'évaluation et de contrôle de gestion qui permet aux dirigeants de l'organisation de prendre des décisions à des moments opportuns. Vérifier le fonctionnement d'une entreprise c'est faire une étude sur la situation de l'entreprise, d'interpréter les résultats et d'y prendre les décisions qui impliquent des flux monétaires. Son but est de porter

un jugement destiné à éclairer les actionnaires, les dirigeants, les salariés et les tiers sur l'état de fonctionnement d'une firme, face aux risques auxquels elle est exposée en se servant d'informations et des sources externes.

D'une manière générale, elle englobe la collecte des données significatives et leur interprétation afin de tirer des conclusions sur la

santé financière d'une entreprise, sa politique d'endettement et de refinancement. C'est dans ce cadre que l'agent vérificateur sénior a été envoyé en mission à la Direction des Grandes Entreprises au commissariat des impôts de l'OTR. Aider dans sa mission par un expert comptable qui a été commis par la même division. L'agent vérificateur a accepté prendre 5 millions de francs CFA dans les honoraires de l'expert comptable qui s'élevait à 15 millions de francs CFA. Or selon les clauses de contrat au niveau de l'OTR aucun agent ne devrait recevoir un cadeau ni un simple geste venant d'une tierce personne dans l'exercice de ses fonctions.

Pour avoir saisi la cellule de l'anticorruption de l'affaire, la troisième personne qui prétend être un

chargé de mission au niveau de la présidence de la république est parti à son tour harceler l'agent vérificateur de l'OTR jusqu'à lui retirer ces 5 millions qui lui ont remis sous forme de cadeau par le prestataire de la division des grandes entreprises au commissariat des impôts. Après vérification des faits qui se sont révélés positifs, l'OTR a décidé de transférer cette affaire de corruption au niveau de la police judiciaire qui présenterait dans les jours à venir son rapport final.

C'est le lieu pour les premiers responsables de la cellule anticorruption de remercier une fois encore, tous ceux qui de près ou de loin les aident dans l'accomplissement de leur mission par l'intermédiaire du numéro vert 8280 ou le 8201.

Elom

Apothéose de la journée internationale de la femme :

Mme KOLANI-YENTCHARE invite tous les acteurs à capitaliser le potentiel féminin pour une bonne avancée du pays

Lancée, le 3 mars 2016 à Notsè, la célébration de la Journée Internationale de la Femme édition 2016 au Togo a connu son épilogue le mardi 08 mars au palais des Congrès de Lomé. La réjouissance des femmes a beaucoup marqué l'évènement. Pour ces femmes, c'était aussi l'occasion de jauger les actions posées en leur faveur et de voir ce qu'il y a lieu de faire d'ici 2030. Placée sous le thème international, " planète 50/50 : franchissons le pas pour l'égalité des sexes " et au niveau national, " droits égaux et opportunités égales pour un Togo émergent d'ici 2030 ", cette célébration a été présidée par la Ministre de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation Madame Tchabinandi KOLANI YENTCHARE en présence des ses collègues et des partenaires techniques et financiers.

Engagé, depuis quelques décennies à faire de l'égalité homme-femme l'un des piliers de son développement, l'Etat Togolais a mené sur le terrain de nombreuses actions. Parmi elles,

on peut noter qu'au plan juridique, le nouveau code des Personnes et de la Famille a intégré davantage de dispositions paritaires entre l'homme et la femme avec le renforcement de



La gent féminine mobilisée

l'incrimination et des violences faites aux femmes et aux filles. Aujourd'hui, la parité filles/gar-

çons est quasiment atteinte du fait que la jeune fille est de plus en plus promue, à travers des mesu-

res incitatives telles que la gratuité des frais de scolarité au cours primaire, la réduction des frais dans le secondaire et des prix d'excellence qui sont décernés aux filles qui embrassent les séries scientifiques.

Suite à la subvention de la césarienne, le taux de mortalité qui était lié aux complications d'accouchement a progressivement baissé. Bref avec l'autonomisation, les femmes ont un accès facile aux microcrédits d'où l'indice de pauvreté qui est passé de 58,7% en 2011 à 55,1% en 2015 quand on sait que 52% des femmes au Togo vivent en dessous du seuil de pauvreté et que la proportion des ménages ayant des difficultés à subvenir à leurs besoins alimentaires a baissé de 49,5% en 2011 à 33,9% en 2015.

Par ailleurs, on note qu'avec la persistance des obstacles socio-culturels et économiques qui empêchent les femmes d'exercer pleinement leur potentiel au profit du développement du pays, des efforts sont consentis par le gouvernement Togolais. Mais ce sont des avancées qui nécessitent encore plus de défis pour une atteinte d'une société égalitaire.

C'est pourquoi la ministre en charge de la promotion de la femme trouve qu'il est important que les gouvernants, les organisations de la société civile, les acteurs des collectivités locales, les chefs traditionnels et religieux puissent capitaliser le potentiel féminin afin de lui donner plus d'impulsions, et de permettre aux femmes de mieux œuvrer ensemble avec les hommes pour un meilleur devenir de la nation.

Junior

Promotion du genre au Togo :

La politique de Faure GNASSINGBE très soutenue par les membres de la CFU

En marge de la journée internationale de la femme la Convention des Femmes pour Unir encouragée par les cadres du parti se sont engagés aux cotés de toutes les femmes pour leur prouver qu'elles restent toujours déterminées à leur cause.

C'est ainsi qu'une messe suivie d'une causerie-débat, d'un dîner et de réjouissance ont été initiés à leur endroit. L'objectif de cette rencontre est de relancer leurs activités, et de rassurer toutes les femmes de l'attention particulière que le Chef de l'Etat attache à la cause des femmes en général dans le cadre de son troisième mandat. Il a été également question d'évaluer les avancées réalisées pour la promotion de leurs droits dans le contexte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Comment arriver à l'égalité des sexes, l'égalité des droits et des opportunités entre les hommes et



Des membres de la CFU

les femmes pour le développement de notre pays? Se sont autant de questions qui ont fait l'objet de débat entre les premières responsables de la CFU et les femmes qui sont venues de plusieurs horizons.

De part les différentes réponses, les femmes ont compris que beaucoup d'efforts ont été faits dans ces domaines par les premières autorités du pays mais pour que le processus soit effectif,

il faut une volonté manifeste venant d'elles-mêmes pour que " droit égaux, opportunités égales pour un Togo émergent d'ici 2030 " choisit comme thème au plan national soit de mise. Consciente que la situation de la femme togolaise n'est pas reluisante, les femmes de la CFU se sont engagées à ce que les jeunes femmes et surtout les jeunes filles s'y attachent davantage au système éducatif dans toute sa globa-

lité.

C'est pourquoi elles restent toujours déterminer pour travailler aux côtés du Chef de l'Etat Faure Essozimna GNASSINGBE pour que la génération future puisse connaître les réalités de la parité homme-femme et qu'elle jouisse de ses bienfaits. Signalons qu'avant cette conférence-débat, c'est le Père Albert qui a eu le privilège d'officier cette messe en l'honneur de toutes les femmes du monde entier et du Togo en particulier.

Dans son homélie, il a rappelé les raisons d'être de cette journée internationale qui sont entre autres le droit au travail et au vote. Ensuite il leur a invité de donner leur vie à Jésus-Christ et surtout de venir en aide aux hommes qui sont dans le besoin. Bref il a prié pour toutes les femmes victimes de violences, tout en implorant sa bénédiction sur toutes leurs activités.

Kodjovi

Appropriation et promotion de l'alphabétisation :

Une vision prônée par tous les pays de l'Union Africaine

Selon les résultats de l'enquête (QUIBB) réalisée en 2015 au Togo, il ressort que 33,8% des personnes âgées de 15 ans au plus sont touchées par le phénomène d'analphabétisme. Cependant, l'alphabétisation est un droit inaliénable de l'être humain, un moyen indispensable pour une participation efficace à l'essor économique de tout pays et à la réduction de la pauvreté. C'est face à cette situation qu'un atelier régional sur l'alphabétisation et les langues nationales s'est tenu les 10 et 12 mars 2016 à Lomé, avec la participation de quelques pays de la sous-région à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, le Gabon, le Niger, le Mali, le Nigeria, le Sénégal, le Tchad, le Zimbabwe et le Togo.

L'objectif visé par cette rencontre est d'amener tous les pays à s'approprier et à promouvoir les programmes d'alphabétisation novateurs et à favoriser la coopération et l'intégration sous régionale. Ceci pour une Afrique nanti de compétences pratiques renforcées, capables de valoriser sa culture, sa production et de partici-

per activement aux initiatives de concertation, d'intégration et de développement solidaire.

C'est dans cette vision que s'inscrit le programme d'activités du Pôle de Qualité inter pays sur l'alphabétisation et les langues nationales (PQIP-ALN). Le thème retenu est " Promouvoir les programmes transnationaux d'alphabétisation :



Photo de famille

cas de l'alphabétisation/formation des populations nomades ; les centres d'Education pour l'Intégration (CEI). En effet, les mutualisations des expériences et les résolutions qui ont été prises autour de ce thème, constituent des atouts et des facteurs pour l'atteinte de l'objectif stratégique Il de

l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) qui est : " Développer et promouvoir des solutions africaines répondant aux besoins nationaux et régionaux en matière d'éducation et de formation ".

(ADEA) est une agence technique de l'Union africaine chargée

du suivi de la mise en œuvre du Plan d'action de la Deuxième décennie. Elle a pour mission de servir les organisations qui informent, guident et facilitent la transformation des systèmes éducatifs en Afrique.

Rappelons que cet atelier a été Co-organisé par le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation du Burkina Faso, l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique, le Conseil Régional pour l'Education et l'alphabétisation en Afrique (CREAA) et le Ministère de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation.

La Rédaction

Attaque terroriste à Grand-Bassam en Côte d'Ivoire:

De la nécessité d'une mobilisation de toutes les nations pour parer au mal

Les attaques terroristes organisées par les jihadistes gagnent de plus en plus le continent noir. Un pays de la sous-région ouest-africaine vient d'être endeuillé par ces actes barbares. L'attaque de Grand-Bassam hier dimanche en Côte d'Ivoire a coûté la vie à quatorze civils et deux soldats des forces spéciales. C'est le président ivoirien Alassane Ouattara qui, arrivé à Grand-Bassam en début de soirée, a donné le nouveau bilan faisant état de 14 civils tués ainsi que deux militaires.

L'information sur cet attentat a servi de scoop pour les médias de par le monde. Six assaillants ont également péri dans cette station balnéaire située à une quarantaine de kilomètres à l'est d'Abidjan. On

annonce la mort d'un ressortissant français parmi les personnes tuées.

Selon le ministre de l'Intérieur, Ahmed Bakayoko, qui s'exprimait sur la télévision publique ivoirienne RTI, ce sont trois hôtels de Grand-Bassam qui ont été attaqués. Toujours selon le ministre, six assaillants ont été neutralisés et des ratissages sont en cours.

Des témoins sur place rapportent que des hommes qui portaient des cagoules ont commencé à tirer sur les clients de l'hôtel " l'Etoile du Sud ", un établissement fréquenté à la fois par les expatriés mais aussi par une clientèle ivoirienne. D'autres témoins disent avoir vu quatre assaillants qui parcouraient la plage en tirant des coups de



Soldats ivoiriens devant l'hôtel L'Etoile du Sud, à Grand-Bassam, pris pour cible par des assaillants lourdement armés

feu.

François Hollande a confirmé dans un communiqué qu'au moins un Français " avait été tué par des assaillants armés. Selon les propos du président Hollande, la France est disposée à apporter son soutien logistique et de renseignement à la Côte d'Ivoire pour retrouver

les agresseurs. Elle poursuivra et intensifiera sa coopération avec ses partenaires dans la lutte contre le terrorisme. C'est le lieu d'inter-

appeler tous les Etats africains de se mobiliser pour faire obstacle à cette machine infernale des terroristes jihadistes .

" Ça tirait, ça tirait, très fort " Eugène Kakou, un journaliste ivoirien et ancien président du conseil national de la presse était présent sur place au moment de l'attaque : " On était au bord de l'eau quand il y a eu des coups de feu. Des gens ont dit au départ que ce sont des pétards, des gens fêtaient un anniversaire. Mais moi, ayant fait l'armée, je sais ce que c'est. J'ai entendu les coups de feu, il devait être 12h45 ou 13h... Tout

le monde a commencé à se sauver, moi je suis allé me planquer d'abord dans les toilettes, et puis ça tirait, ça tirait, très fort, ça ne devait pas être des mitraillettes, peut-être des pistolets, une vingtaine ou une trentaine de coups de feu. Quand je suis ressorti, une fille est arrivée elle était couverte de sang, elle disait 'ils ont tué mon fiancé' ".

D'après le spécialiste du jihad Lemine Ould Salem, cette attaque " n'est pas vraiment une surprise. cela faisait déjà un certain temps que les groupes jihadistes cherchaient à exporter leurs actions vers les grandes villes de la sous-région pour montrer qu'il n'ont pas été anéantis par les opérations françaises et qu'ils conservent une capacité d'action ". Selon ce spécialiste, Grand-Bassam a été choisi parce que la Côte d'Ivoire est la vitrine de la France dans la région.

Une cellule d'urgence a été mise en place par les autorités ivoiriennes.

La Rédaction

TUNISIE: Les autorités annoncent la mort de trois jihadistes et une arrestation

En Tunisie, la traque des jihadistes se poursuit, quatre jours après les attaques sanglantes qui ont visé les forces de l'ordre à Ben Guerdane, près de la frontière libyenne, faisant plus de 50 morts. Ces attaques déjouées ont été imputées par les autorités tunisiennes à l'organisation Etat islamique.

Le jeudi 10 mars, les autorités ont annoncé avoir tué trois nouveaux jihadistes présumés et en avoir arrêté un autre. Cela fait monter à 49 le bilan des terroristes présumés éliminés par les forces de l'ordre et 8 suspects arrêtés depuis le début de l'opération dans la région de Ben Guerdane. Mais sur l'identité de tous ces combattants, pour le moment, les éléments sont parcellaires.

L'enquête ouverte par le parquet tunisien, lundi 7 mars, n'en est qu'à ses débuts, mais le juge d'instruction chargé de l'affaire et un membre du parquet se sont déjà rendus sur place à Ben Guerdane.



Les forces de sécurités tunisiennes en alerte maximale

Ils ont recueilli des témoignages et pris connaissance des auditions de sept jihadistes présumés arrêtés. Ces sept hommes ont été transférés à l'unité centrale de lutte contre le terrorisme de à Tunis.

Mais ni l'identité ni le pédigree de ces terroristes présumés n'ont été dévoilés. La seule certitude, c'est que 22 des jihadistes tués lors des attaques sanglantes du lundi 7 mars et qui ont été identifiés sont tunisiens, d'après les autorités. Rien d'étonnant quand on sait que les tous les jihadistes qui ont frappé la

Tunisie en 2015 étaient tunisiens.

A Ben Guerdane, plusieurs habitants ont assuré avoir reconnu des voisins parmi les assaillants de lundi. Un porte-parole du gouvernement a reconnu que la majorité des jihadistes se trouvaient à Ben Guerdane depuis un certain temps et que même les armes utilisées lors du double assaut déjoué étaient stockées depuis plusieurs années sur place. C'est peut-être la raison pour laquelle le gouvernement a limogé ce jeudi le délégué de la région, l'équivalent du sous-préfet.

Une nouvelle loi à l'actif de la presse togolaise

Les parlementaires togolais viennent d'introduire une nouvelle loi dans l'arsenal juridique de la presse togolaise. Il s'agit de la loi portant sur le droit d'accès à l'information et à la documentation publique qui a été voté le 10 mars 2016 par l'Assemblée nationale.



Cette loi vient renforcer le professionnalisme du journaliste sur le terrain. Il peut désormais s'a-

dresser librement à l'administration publique pour se documenter et recevoir des informations adéquates pour la rédaction de ses sujets. La loi couvre par ricochet tout journaliste professionnel qui est en quête d'informations dans l'exercice de ses fonctions contre toutes mésaventures. C'est l'une des recommandations issues des états généraux de la presse tenus à Kpalimé en juin 2014. Les groupes parlementaires UNIR et ANC ont à l'unanimité salué cette initiative qui vient à point nommé soutenir et faciliter le professionnalisme du journaliste pour un accès à des informations sûres et fiables.

Présidentielle au Bénin :

Un second tour qui s'annonce rude entre Lionel Zinsou et Patrice Talon

Après la proclamation des résultats provisoires du premier tour par la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) le 8 mars 2016, c'est la cour constitutionnelle qui vient de les confirmer hier avec quelques petites rectifications. Le second tour s'annonce alors rude pour Lionel Zinsou et le riche homme d'affaires Patrice Talon. Un choc des titans qui rend encore plus incertaine l'issue du duel entre la " coalition de la rupture " et " alliance républicaine ", composée de la formation au pouvoir et de deux partis de l'opposition.

Le Premier ministre devant deux hommes d'affaires, c'est ce qui ressort des " grandes tendances " de la CENA : Lionel Zinsou est crédité de 27,11%, devant Patrice Talon (23,52%) et Sébastien Ajavon (22,07 %). La Commission électorale a donné des chiffres très précis, car ils sont assez serrés pour le trio de tête. Avec 8,29 % des voix, Abdoulaye Bio Tchane est quatrième, l'ancien patron Afrique du Fonds monétaire international (FMI), avait pourtant fini troisième en 2011. Enfin, l'ancien Premier ministre Pascal Irénée Koupaki apparaît dernier parmi les cinq favoris, avec 5,60 %. Derrière, les meilleurs scores sont à l'actif de deux généraux à la retraite : Robert Gbian et Fernand



Patrice Talon (G) et Lionel Zinsou (D) arrivés en tête au 1er tour de l'élection

Amoussou, qui obtiennent moins de 2 % des suffrages. Tous les autres candidats, 26 sur 33 au total, oscillent entre 0,04 % et 1. Avec un taux de participation de 64 %, la CENA a précisé qu'il s'agissait des grandes tendances après compilation des résultats des 546 arrondissements.

C'est l'une des preuves qui confirment la promesse de la CENA de communiquer les grandes tendances au plus tard 72 heures après le scrutin. C'est une première dans l'histoire de cette institution, qui existe depuis 20 ans. " Je crois que nous avons tenu notre pari ", commente Emmanuel Tiando, président de la CENA. Lionel Zinsou tout en félicitant ces électeurs pour ce premier tour, il lance un appel à l'ensemble des candidats qui ne sont pas arrivés au second tour. D'où il trouve important pour le second

tour du 20 mars prochain d'élargir leurs alliances en même temps qu'ils battent campagne.

Ainsi Lionel Zinsou cherche-t-il à convaincre les candidats malheureux du premier tour à rejoindre

son " alliance républicaine ", composée de la formation au pouvoir et deux partis de l'opposition. Du côté de Patrice Talon c'est l'enthousiasme car selon lui, il veut construire l'avenir avec l'alliance des candidats de la rupture qui regroupe tous les autres principaux candidats.

Notons que théoriquement, Patrice Talon dispose d'une faible assise électorale. Car Seuls quelques députés lui sont officiellement favorables. En exemple, Joseph Djogbenou, qui est également son avocat. Mais celui qui a longtemps régné sur la filière du coton au Bénin

reste très influent dans les cercles politiques et les milieux d'affaires. Il a financé les campagnes électorales de nombre de dirigeants, celles du président sortant, Thomas Boni Yayi, et celle de l'actuel président de l'Assemblée nationale, Adrien Houngbédji, lors des législatives d'avril 2015.

Le Parti du renouveau démocratique (PRD) d'Adrien Houngbédji fait partie de la coalition - avec les FCBE et Renaissance du Bénin (RB) - qui soutient la candidature de Lionel Zinsou. Mais la " coalition de la rupture " avec le système Boni Yayi formée avant le premier tour tiendra-t-elle ? l'avenir nous le dira.

Agbé

Togo/Le voile est désormais levé sur le vrai visage des leaders de l'opposition :

Un seul grand traître reste encore méconnu par les esprits fanatiques

Suite de la page 4

le place à la tête de l'opposition. Lui aussi, comme ses prédécesseurs ne cache pas son intention de faire de la lutte démocratique un fonds de commerce.

A cause de ses calculs personnels, il fait capoter les réformes politiques contre sa participation à une élection présidentielle dont il refuse de reconnaître les résultats qui ne l'arrangent pas. Au lieu de se battre

pour les réformes, il semble être beaucoup plus préoccupé sur la promulgation par le chef de l'Etat des textes relatifs au statut de chef de file de l'opposition.

Aujourd'hui, c'est chose faite et Jean-Pierre Fabre est confirmé chef de file de l'opposition nommé aux rangs du président d'une institution de la République. Dans les rangs de l'ANC et de l'opposition, des informations fusesnt déjà de par-

tout et font état de ce que Jean-Pierre Fabre monnaie sa lutte politique louche contre des intérêts personnels et c'est ce qui explique ses prises de position souvent incohérentes et absurdes lorsqu'il s'agit des questions d'intérêt national. Son jeu flou lors de la dernière présidentielle continue d'alimenter les débats au sein de la classe politique et des médias.

Apo



ESMC
ENTREPRISE SOCIALE DE MARCHÉ COMMUN
Conseil en Organisation des Affaires Commerciales, Recherche & Développement de logiciels, Exploitation du Progiciel MCNP, Commerce sur Internet
RCCM N° : TG-LOME 2014 B 514 - N°FISCAL 1455870 - N°CNCS 42425

COMMUNIQUE

Dans le cadre de la réalisation et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) notamment l'objectif 1: « **éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde** » et l'objectif 8 : « **promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un vrai travail décent pour tous** », l'Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC) a mis en place l'outil progiciel **MCNP** pour l'exécution de ces ODD à l'horizon 2030.

Pour ce faire un appel à candidature est lancé par l'ESMC à toute personne physique pour le recrutement des « **intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte** » dont la mission consiste à :

- Exécuter les souscriptions aux Comptes Marchands et aux Bons de Consommation pour soi et pour tiers.
- Exécuter l'activation pour tous (ouverture de Comptes Marchands pour soi et pour tiers).

Conditions à remplir :

- Souscrire soi-même au Compte Marchand et à 10 Comptes pour tiers au montant de vingt-six mille huit cent soixante-quinze francs CFA (26.875 F CFA),
 - Remplir le formulaire de l'offre d'emploi « d'intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte »,
 - Maîtriser l'outil informatique,
 - Parler couramment le français et une langue de la localité d'affectation,
 - Bien maîtriser la localité d'affectation.
- * **NB : Disposer d'un ordinateur ou d'une tablette, d'une moto avec une visite technique, d'une assurance moto à jour et d'un permis de conduire est un atout majeur.**

L'inscription est ouverte sur le site www.esmcgacsource.com/inscription autonome offreur d'emploi d'intégrateurs humains sans-laissés-pour-compte.

Pour d'amples informations et pour la souscription appeler les numéros suivants : + (228) 93 66 62 75 / 96 00 11 85.



Souscrivez au **Forfait ADSL CHEZ NOUS**
de **1Mbps** à **34 000 F/mois**
et bénéficiez d'une connexion Internet Haut Débit en illimité !



**FORFAIT
ADSL
chez
nous**

L'essayer, c'est l'adopter !



**FORFAIT
ADSL
DECOUVERTE**

**FORFAIT
ADSL
DECOUVERTE
PLUS**

Jusqu'au 31 mars 2016

Souscrivez à l'**Offre Promo DÉCOUVERTE**
et testez la connexion Internet Haut Débit
de TOGO TELECOM

à partir de **15 000 F/mois**

Pour un volume de téléchargement de 5 Go et plus selon vos besoins.